



CHAPITRE 216

LOI CONCERNANT LES COMPTES MUNICIPAUX

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des comptes municipaux*. S. R. 1925, c. 110, a. 1.

Rapport
au
ministre.

2. Le greffier ou le secrétaire-trésorier de toute municipalité constituée en corporation par une loi spéciale ou en vertu d'une loi générale doit, dans les deux mois qui suivent immédiatement l'expiration de l'année fiscale, transmettre au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce un rapport de son vérificateur, comprenant l'actif et le passif de la municipalité et ses opérations financières durant l'année fiscale, préparé sur et d'après les formules qui sont, sur demande, fournies par le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, certifié par le vérificateur et accepté par le secrétaire-trésorier ou autre officier qui tient les comptes de la municipalité. S. R. 1925, c. 110, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

Vérifica-
tion par
le départe-
ment.

3. Si un greffier ou secrétaire-trésorier ne transmet pas, dans le délai voulu, le rapport requis par l'article 2, ou si le rapport ainsi transmis est incomplet ou erroné, d'après l'opinion du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, ce dernier peut faire préparer un rapport et une vérification convenables, pour toute période de temps, aux frais de la municipalité dont il s'agit, par un ou plusieurs des inspecteurs du département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce ou des comptables agissant pour ce département. S. R. 1925, c. 110, a. 3; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

CHAPTER 216

AN ACT RESPECTING MUNICIPAL ACCOUNTS

1. This act may be cited as the *Municipal Accounts Act*. R. S. 1925, c. 110, s. 1. Short title.

2. The clerk or secretary-treasurer of every municipality incorporated by special act or in virtue of a general act, shall, within the two months immediately following the expiration of its fiscal year, transmit to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce a report of its auditor covering the assets and liabilities of the municipality and its financial operations during the fiscal year, made on and in accordance with such forms as may on application be furnished by the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, certified to by the auditor and accepted by the secretary-treasurer or other officer in charge of the accounts of the municipality. R. S. 1925, c. 110, s. 2; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17. Report to Minister.

3. Should any such clerk or secretary-treasurer fail to transmit, within the proper delay, the report required by section 2, or should the report so transmitted be incomplete or erroneous, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, the latter shall have the right to cause a proper audit and report, for any period of time, to be made at the expense of the municipality in question by one or more of the inspectors of the Department of Municipal Affairs, Trade and Commerce or accountants acting for that Department. R. S. 1925, c. 110, s. 3; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17. Audit by Department.

Produc-
tion de
docu-
ments.

4. Tout secrétaire-trésorier ou autre officier qui tient les livres de comptes ou le registre des délibérations du conseil de la municipalité, doit, chaque fois que le lui demande le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, produire et exhiber à l'inspecteur, ou aux inspecteurs du département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce ou aux comptables agissant pour ce département, pour examen et inspection, les rôles, livres, comptes, pièces justificatives et documents dont, en sa qualité, il a la possession, la garde ou le contrôle concernant les comptes de la municipalité. S. R. 1925, c. 110, a. 4; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

4. Every secretary-treasurer, or other officer in charge of the books of account or the minute-books of the municipality, shall, whenever requested so to do by the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, produce and exhibit to the inspector or inspectors of the Department of Municipal Affairs, Trade and Commerce or to the accountants acting for that Department, for examination and inspection, all rolls, books, accounts, vouchers and documents which, in his said capacity, he has in his possession, custody or control, respecting the accounts of the municipality. R. S. 1925, c. 110, s. 4; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

Produc-
tion of
docu-
ments.

Peines
pour con-
traven-
tion.

5. Tout secrétaire-trésorier ou autre officier qui tient les livres et registres mentionnés en l'article 4, et qui néglige ou refuse de se conformer aux dispositions de la présente loi, est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus deux cents dollars. S. R. 1925, c. 110, a. 5.

5. Any secretary-treasurer, or other officer in charge of the books of account or minute-books mentioned in section 4, who neglects or refuses to comply with the provisions of this act, shall be liable, for each offence, to a penalty of not less than twenty-five dollars nor more than two hundred dollars. R. S. 1925, c. 110, s. 5.

Penalty
for
refusal

Recom-
menda-
tions.

6. L'inspecteur ou comptable qui fait une vérification en vertu de la présente loi doit, dans son rapport, faire les recommandations qui lui semblent nécessaires concernant les livres et les comptes de la municipalité, la garde en sûreté des deniers de la municipalité et l'accomplissement des devoirs du secrétaire-trésorier ou autre officier en charge des livres de compte. S. R. 1925, c. 110, a. 6.

6. Every inspector or accountant making an audit under this act shall, in his report, make such recommendations as may seem to him necessary respecting the books and accounts of the municipality, the safekeeping of the moneys of the municipality, and the performance of the duties of the secretary-treasurer or other officer in charge of the books of account. R. S. 1925, c. 110, s. 6.

Recom-
menda-
tions.

Mesures
de pro-
tection.

7. Si le rapport de l'inspecteur ou du comptable fait voir un état de choses dans la municipalité qui justifie une action sommaire, son conseil doit immédiatement, sur réception du rapport, prendre les mesures nécessaires pour protéger et servir les intérêts de la municipalité, et, à défaut par le conseil d'agir ainsi dans les trente jours de la réception du rapport, tout contribuable peut intenter une poursuite pour forcer le conseil à prendre les mesures requises. S. R. 1925, c. 110, a. 7.

7. If the report of the inspector or accountant shows such a condition of affairs in the municipality as warrants summary action, the council thereof shall forthwith, upon receipt of the report, take such action thereon as may protect and further the interests of the municipality, and in default of the council so doing within thirty days from the receipt of the report, any ratepayer may take an action at law to compel the council to adopt the proper remedy. R. S. 1925, c. 110, s. 7.

Remedial
action.

Paiement
aux ins-
pecteurs,
etc.

8. Nul inspecteur du département des affaires municipales, de l'industrie et du

8. No inspector of the Department of Municipal Affairs, Trade and Commerce

Payment
to inspec-
tors, etc.

commerce ou comptable agissant pour le département, ne peut recevoir, d'une municipalité ou d'un de ses officiers, des honoraires ou autre rémunération pour les services qu'il rend dans l'exécution des devoirs de sa charge en vertu de la présente loi, mais cet inspecteur ou comptable doit recevoir paiement de ses services, et des dépenses raisonnables de voyage et autres dépenses de la manière ci-après prescrite. S. R. 1925, c. 110, a. 8; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

or accountant acting for the Department shall receive from any such municipality, or from any officer thereof, any fees or other remuneration for services rendered by him in fulfilment of the duties of his office under this act, but every such inspector or accountant shall be paid for his services, and for reasonable travelling and other expenses, in the manner hereinafter provided. R. S. 1925, c. 110, s. 8; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

Traite-
ment, etc.

9. Chacun des inspecteurs ou comptables doit recevoir le traitement et les honoraires qui sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil, lesquels traitement ou honoraires, ainsi que toutes les dépenses encourues par eux en vertu de la présente loi, peuvent être payés par le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et doivent être respectivement remboursés par chaque municipalité dont les comptes ont été ainsi vérifiés en vertu des dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 110, a. 9; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

9. Each of the inspectors or accountants shall receive such salary and fees as may be fixed by the Lieutenant-Governor in Council, which salary or fees, together with all the expenses incurred by him under this act, may be paid by the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and shall be respectively reimbursed by each municipality whose accounts shall have been audited under the provisions of this act. R. S. 1925, c. 110, s. 9; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

Règle-
ments.

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements semblables ou différents pour les diverses municipalités de la province, ou basés sur des conditions différentes, pour les fins suivantes:

10. The Lieutenant-Governor in Council shall have power to make regulations, similar or different for the different municipalities in the Province, or with reference to different conditions, concerning the following matters:

1° La manière dont les archives, livres de comptes, pièces justificatives, deniers et valeurs de la municipalité doivent être gardés et faire l'objet d'un rapport par les officiers de la municipalité;

1. The manner in which the records, books of account, vouchers, money and securities of the municipality shall be kept and reported upon, by the officials of the municipality;

2° L'inspection et la vérification des livres, comptes et actif de la municipalité et le rapport que doit en faire l'inspecteur ou le comptable. S. R. 1925, c. 110, a. 10.

2. The inspection and audit of the books, accounts and assets of the municipality, and the report to be made thereon by the inspector or accountant. R. S. 1925, c. 110, s. 10.

Fonds
conso-
lidé.

11. Tous les salaires, honoraires et amendes fixés par et recouvrés en vertu de ces règlements font partie du fonds consolidé du revenu. S. R. 1925, c. 110, a. 11.

11. All salaries, fees and pecuniary penalties established by or recovered under such regulations shall form part of the consolidated revenue fund. R. S. 1925, c. 110, s. 11.